

d'ailleurs que nos chefs politiques car nous avons ensemble maintes raisons d'être humbles». Maintenant que Simon Reisman n'est plus au service de l'État il nous recommande d'être humbles parce que nous avons bien des motifs de l'être.

Ce soir, j'éviterai de m'attacher aux détails d'un budget qui, de l'avis général, ne rime à rien. Le ministre l'a lui-même dit sans ambages en déclarant qu'il préférerait la prudence à la témérité. Je tiens à rappeler à la Chambre que, à l'instar de bien d'autres Canadiens, je craignais beaucoup depuis à peu près un an que, après avoir vu la crise se résorber lentement, quelqu'un ne vienne commettre une erreur qui nous replonge dans une autre récession.

En étudiant les erreurs commises au cours des 30 dernières années, on constate que nous nous trouvons pour le moment dans une situation économique exactement identique à celle que nous avons connue deux fois depuis que je suis député. Chaque fois, les circonstances étaient analogues—le pays émergeait lentement d'une récession, puis le gouvernement commettait une bévue qui le replongeait dans une crise plus grave.

Juste avant Noël, j'ai posé calmement la question suivante au premier ministre (M. Trudeau), à la fin de la période des questions, à la page 10196 du *hansard*:

... le premier ministre pourrait-il réfléchir sérieusement pendant les trois ou quatre prochaines semaines à la possibilité de réviser complètement la politique du gouvernement, parce que, selon moi, cette politique nous conduit tout droit à une récession, et pourrait-il transformer le programme du gouvernement en un programme d'expansion, afin de se donner le temps de s'attaquer aux causes profondes de l'inflation, ce que le programme actuel ne lui permet pas de faire?

Je faisais allusion au programme de lutte contre l'inflation. Le premier ministre avait alors promis qu'il réfléchirait sérieusement à la question, mais, comme la Chambre le comprendra, lorsqu'il a répondu à cette question, il pensait que l'expansion dont je parlais était du même type que celui que nous avons depuis 30 ans et qui émanait des conseillers du gouvernement. Pour lui, il s'agissait de mettre plus d'argent en circulation pour pouvoir en dépenser davantage. C'est ce qu'il a dit dans sa réponse. Il a dit en fait que le déficit budgétaire étant très important, c'était la preuve que le budget était expansionniste. Il a accepté l'avis des experts du ministère des Finances qui estiment que si le déficit budgétaire est important, c'est que le budget est expansionniste. Je dis qu'il est temps que les politiciens remplacent ces experts et commencent à réfléchir sérieusement aux déficits qu'on nous présente.

Ce soir, je ne vais pas m'attarder aux détails du budget. Je vais signaler qu'il existe des solutions et que ces dernières ont été énoncées publiquement. Elles ne sont pas nouvelles, mais les conseillers de nos gouvernements ne les utilisent pas. Je vais donner un exemple, monsieur l'Orateur.

D'abord, je veux féliciter le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman) d'avoir été le premier orateur au début de ce débat à examiner la situation d'un point de vue philosophique et à voir ce que faisait le gouvernement. Or, il ne fait qu'essayer d'adopter une attitude politique pour sortir le premier ministre du pétrin où l'ont mis les ridicules discours qu'il a prononcés au temps de Noël.

Le député de Waterloo-Cambridge n'a pas émis une nouvelle philosophie, car celle-ci a été clairement exposée comme solution de rechange par le Conseil économique du Canada il y a six ou sept ans. Ce principe est le suivant: lorsqu'on a un grand nombre de chômeurs et 15 ou 20 p. 100 de la capacité de production inutilisée, si l'on fait travailler ces chômeurs et utilise à plein cette capacité de production,

### *Le budget—L'hon. A. Hamilton*

alors il n'y a pas d'inflation. L'inflation ne se produit que si l'on essaie de faire travailler les gens lorsque la capacité de production n'est pas assez forte. Cette solution est connue sous le nom de budgétisation du potentiel. J'espère que cela fait partie de la politique officielle du Nouveau parti démocratique, parce qu'alors nous pourrions compter sur eux comme alliés quand nous formerons le gouvernement. Quant à nous, nous croyons à ce principe.

Chacun sait que si on utilise la population active et la capacité de production, le revenu national brut s'élève, les recettes fiscales augmentent et le déficit diminue. Ce principe a été utilisé en 1964 aux États-Unis où les responsables du budget ont réduit les impôts d'environ 10 ou 11 milliards de dollars. Tout le monde criait au désastre en disant: «Nous avons un gros déficit et ce gouvernement éberlué diminue les impôts d'encore 11 milliards de dollars». Mais cela fit travailler tellement de gens et utiliser tellement la capacité de production qu'à la fin de l'année, le gouvernement avait 18 milliards de dollars en rentrées fiscales et qu'au lieu du déficit habituel, il avait un gros excédent. A ma connaissance, cette méthode n'a été utilisée qu'une fois aux États-Unis et jamais ici. C'est une possibilité.

J'ai proposé une deuxième possibilité dans une série de trois ou de quatre discours que j'ai prononcés il y a une dizaine d'années. J'avais proposé alors quelques raffinements à la doctrine de lord Keynes que, pour simplifier, j'ai appelé «la budgétisation sélective»—sélective par région, par industrie et selon la vocation sociale. Dans ces propositions, je faisais valoir que dans un pays aussi grand que les États-Unis ou le Canada, la doctrine de Keynes ne pouvait fonctionner car elle s'adressait aux petits pays comme le Royaume-Uni. Le Canada compte un grand nombre de régions et une multitude d'industries hautement spécialisées ainsi que d'énormes différences dans les besoins sociaux. Un budget axé sur l'avenir devrait comprendre ces caractéristiques sélectives.

Je sais que ces idées ont été bien accueillies, car elles transparaissent à l'occasion de la présentation d'un budget. Dans le dernier budget, on a fait une concession acceptable aux provinces Maritimes au chapitre de l'assurance-chômage. J'estime qu'on devrait appliquer le principe de la budgétisation sélective à toutes les étapes de l'activité économique si nous voulons faire travailler les gens dans notre vaste pays, qui compte 16 ou 18 régions différentes.

Voilà, monsieur l'Orateur, deux solutions possibles. Je vais maintenant vous entretenir d'une troisième possibilité qui, à ma connaissance, n'a jamais été énoncée au Canada. La personne qui a énoncé cette doctrine est un Canadien, et je lui en rends hommage. Il s'appelle Mundell. Pendant des années, il a enseigné à Waterloo. Son analyse quantitative des idées auxquelles nos maîtres à penser en matière économique ont donné crédit pendant des années a prouvé que les prétendues vérités n'avaient, en fait, rien de véritable, mais qu'elles étaient totalement erronées. Bien que des preuves dans ce sens se soient accumulées pendant près de 15 années, les ministres de la Couronne ou les conseillers des ministres n'en ont fait aucun cas. En fait, il y a un blocage total des connaissances. On ne parle pas de l'hypothèse de Mundell.

● (2110)

Le P<sup>r</sup> Laffer de l'Université de Chicago a également effectué une analyse quantitative dont les résultats ont confirmé la justesse de l'hypothèse de Mundell, que l'on peut maintenant appeler l'hypothèse Mundell-Laffer. Pour la résumer en deux mots, les suppositions que les écono-